

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

### Conseil européen de Stockholm

Le Conseil européen qui s'est tenu les 23 et 24 mars dernier à Stockholm, pour sa réunion consacrée aux questions économiques et sociales, "a mis l'accent sur les moyens à mettre en œuvre pour **moderniser le modèle européen** et atteindre l'objectif stratégique pour la décennie à venir défini pour l'Union lors du sommet de Lisbonne", à savoir "*devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale*". Pour tenir compte d'un environnement économique mondial moins porteur, des objectifs de plein emploi fixés à Lisbonne et de la pression qui résultera du vieillissement de la population européenne, il s'est fixé comme priorité de mener "les réformes économiques avec détermination", notamment "en rehaussant le taux d'emploi, en réduisant la dette publique et en adaptant les systèmes de protection sociale, y compris les régimes de retraites".

Le Conseil consacre l'essentiel du chapitre "Accélérer la réforme économique" aux **services d'intérêt général** : "une des premières priorités de l'Europe doit être de créer un **marché intérieur des services** efficace. Il importe à cet égard que soit dûment prise en compte la situation spécifique des services d'intérêt général [ ], notamment le service universel, la continuité et la sécurité d'approvisionnement [et de créer] un cadre pour la mise en place de marchés transfrontaliers".

De la même manière que lors des Conseils européens de Lisbonne, Feira et de Nice, le Conseil fait ainsi référence à des objectifs qui font des services d'intérêt général des composantes à part entière du marché intérieur, au même titre et en interaction avec la concurrence. Mais cette intention est bien vite subordonnée à la libéralisation sectorielle. Ainsi le Conseil :

i/ "salue l'intention de la Commission de présenter en 2002, sur la base de l'évaluation en cours, une proposition sur les moyens de **s'attaquer aux entraves** constatées sur le marché intérieur des services".

ii/ "prend acte des propositions de la Commission concernant le **gaz et l'électricité** et invite le Conseil à les examiner dès que possible". La question des échéances "sera examinée en vue de mettre en œuvre dès que possible **l'objectif d'ouverture du marché** dans ces secteurs. La Commission veillera à ce que les dispositions du traité, notamment les articles 85 et 86, soient pleinement observées et à ce que la mise en œuvre [des] décisions n'entraîne pas de distorsion de concurrence. Sur cette base, elle veillera également à ce que les entreprises qui conservent une situation de monopole sur leur marché national ne profitent pas indûment de la situation".

iii/ "réaffirme son intention de créer **l'espace aérien européen unique**" et attend pour juin 2001 une proposition complète de la Commission "de révision des dispositions régissant **l'attribution des créneaux aéroportuaires**".

iv/ "note que la Commission entend présenter pour décembre 2001 au plus tard un second train de mesures relatives à **l'ouverture des marchés nationaux du transport ferroviaire de marchandises et de voyageurs**".

### European Council of Stockholm

The European Council which met on 23<sup>rd</sup> and 24<sup>th</sup> March in Stockholm was devoted to economic and social questions and focused on how to **modernise the European model** and attain the Union's strategic goal for the next decade decided at the Lisbon Summit", that is "*to become the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world, capable of sustainable economic growth with more and better jobs and greater social cohesion*". In order to take into account the less supportive international economic environment, full employment objectives set in Lisbon and the pressure due to the ageing of the European population, the Council set as a priority to carry out "economic reforms with determination", in particular "by raising employment rates, reducing public debt and adapting social protection systems, including pension systems".

The Council devotes most of the chapter entitled "Accelerating the economic reform" to **services of general interest**: "the creation of an effectively functioning **internal market in services** is one of Europe's highest priorities. In this context it is important to ensure that the specific situation of services of general interest are duly taken into account [...], notably the universal service, safety, continuity and security of provision, [and to establish] a framework for developing effective cross-border markets".

Just as was the case during the European Council of Lisbon, Feira and Nice, the Council of Stockholm, thus refers to objectives that make services of general interest part and parcel of the internal market, at the same level and in interaction with competition. However this intention is quickly relegated to the level of sector-based liberalisation. Thus the Council:

i) "welcomes the Commission's intention to present a proposal in 2002 **tackling the barriers** identified in the internal market for services; on the basis of the ongoing evaluation of those barriers; within the internal market for services"

ii) "notes the Commission's proposals on **gas and electricity** and invites the Council to examine them as soon as possible". The question of timetables "will be considered in order to implement **the objective of market-opening** in these sectors as soon as possible. The Commission will ensure that the provisions of the Treaty and in particular Articles 85 and 86, will be fully observed and the implementation [of those] decisions could create no distortions of competition. On that basis, the Commission will also ensure that these enterprises that still benefit from a monopoly situation on their national market will not unduly benefit from that situation"

iii) "reaffirms its intention to create the **Single European Sky**" and expects the Commission to present, by June 2001, "a comprehensive proposal to revise the rules on **airport slot allocations**"

iv) "takes note of the Commission's intention to present no later than December 2001 a second package of measures on **the opening up of domestic rail freight and passenger markets**".

v/ "demande instamment au Conseil d'arrêter une position commune à la lumière des travaux déjà entrepris en vue de réaliser les objectifs définis dans les conclusions de Lisbonne et, avec le Parlement européen, d'adopter avant la fin de 2001 la directive sur **les services postaux**".

vi/ "note que le secteur privé est disposé à compléter les budgets publics pour la phase de développement" du programme **Galileo** de navigation par satellite.

Pour "Favoriser une concurrence effective", le Conseil estime que "il importe de **réduire le niveau des aides publiques** [ ] et de rendre le système plus transparent". A cet effet, notamment i/ "les Etats membres doivent faire la preuve d'ici 2003, que leurs aides publiques sont orientées à la baisse et recibl[ées] sur des objectifs horizontaux d'intérêt commun, y compris des objectifs de cohésion" ii/ "la Commission veillera à ce qu'un registre et un tableau de bord des aides d'Etat, accessibles au public, soit disponible en ligne d'ici juillet 2001".

Pour "Stimuler l'esprit d'entreprise", et "créer un environnement plus favorable aux entreprises", le Conseil estime que "les entreprises et les citoyens ont besoin d'un environnement réglementaire clair". "Cela suppose des consultations sur les réglementations proposées, une évaluation des incidences de cette réglementation". Pour sa part, "le **secteur public** devrait accroître son efficacité et réduire la bureaucratie afin de renforcer la capacité de production et d'innovation de nos économies". Par ailleurs, le Conseil estime que "**les politiques budgétaires** devraient continuer à tendre vers des finances publiques proches de l'équilibre ou excédentaires".

Ainsi, le Conseil, tout comme la Commission, privilégie la concurrence et la libéralisation, sans rechercher l'équilibre avec les missions des services d'intérêt général, sans évaluer les effets des mesures déjà prises, sans prendre en compte les solidarités (économique, sociale, territoriale, inter-générationnelle) indispensables à l'existence d'un véritable marché intérieur, sans chercher à définir l'intérêt général de l'Union. A continuer ainsi, de manière dogmatique, à oublier le citoyen, les institutions européennes risquent d'aller à l'encontre de la construction européenne.

Le Conseil de Stockholm veut aussi **moderniser le modèle social européen**, ce qui exige une action permanente "sur la base de l'agenda social adopté à Nice, qui constitue un cadre pour les politiques sociales pour les cinq années à venir". Pour promouvoir **l'inclusion sociale**, il souligne que "la participation des partenaires sociaux est indispensable", ainsi que "l'engagement des employeurs et des travailleurs sur le terrain". Par ailleurs il "approuve la création de l'Observatoire européen des mutations industrielles". En même temps, il insiste sur la nécessité d'assurer une "couverture suffisante des systèmes de pension" face au vieillissement de la population, "tout en préservant la viabilité des finances publiques et la solidarité entre les générations". Il "prend note de l'intention de la Commission de présenter une communication sur **la qualité et la viabilité des pensions** [ ] et charge le Comité de la protection sociale et le Comité de politique économique de préparer un rapport en vue du Conseil européen du printemps 2002", ainsi qu'un rapport intermédiaire avant décembre 2001. Il invite, également, le Conseil à établir pour fin 2001, des paramètres permettant d'accélérer la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Il faudra bien un jour lever les ambiguïtés que révèlent les conclusions de Stockholm.

P. Bauby, J-C Boual, K. Varin

v) "urges the Council, on the basis of work already undertaken, to attain the objectives set out in the Lisbon conclusions, to agree on a common position and, together with the European Parliament, adopt before the end of 2001 the directive on **postal services**".

vi) "notes that the private sector is ready to supplement the public budgets for the development phase of the **Galileo** satellite navigation programme"

In order to "Encourage effective competition", the Council considers that "**the level of state aid must be reduced** [ ] and the system made more transparent". To this effect, i) Member States should demonstrate a downward trend in State aid by 2003, taking into account the need to redirect aid toward horizontal objectives of common interest, including cohesion objectives" ii) "the Commission will ensure that a publicly accessible State aid register and Scoreboard are available on line by July 2001"

In order to "Foster entrepreneurship" and "create a more favourable environment for business" the Council believes that "businesses and citizens need a regulatory environment which is clear". "This means consultation on proposed regulation, assessment of the impact of regulations". On its part "**the public sector** should increase efficiency and reduce red tape in order to enhance the productive and innovative capacity of our economies". Further, the Council is of the opinion that "**budgetary policies** should continue to be geared to achieving public finances close to balance or in surplus"

Thus the Council, just like the Commission, favours liberalisation and competition, without seeking a balance with missions of services of general interest, without assessing the impact of measures already taken, without taking into account cohesion (economic, social, territorial, inter-governmental) which is crucial for the existence of a real internal market and without identifying the general interest of the Union. Working in such a dogmatic way, forgetting the citizen, the European Institutions take a risk of running counter the European construction.

The Council of Stockholm also seeks to **modernise the European social model**, which requires a permanent action "on the basis of the European Social Agenda adopted at Nice which constitutes a framework for social policies for the coming five years". In order to promote **social inclusion**, it stresses on "the active involvement of the social partners is essential", as well as "the commitment from employers and workers at the grass roots. Further it "has endorsed the setting up as soon as possible of the European Observatory for Industrial Change". At the same time it insists on the necessity of "ensuring the adequacy of pension systems" in the face of the ageing population, "while at the same time maintaining sustainability of public finances and inter-generational solidarity". It "notes the Commission's intention to present a communication on the **quality and sustainability of pensions** [ ] and mandates the Social Protection Committee and the Economic Policy Committee to prepare a report for the Council in view of the Spring European Council 2002" as well as a mid report before December 2001. It is also calling on the Council to define, before the end of 2001, parameters that will enable the acceleration of the coordination of social security systems.

It will certainly be necessary to clarify ambiguities raised by the conclusion of the Stockholm Council.

P. Bauby, J-C Boual, K. Varin